

## **Conclusion du travail d'Anastasia Pavlova :**

La Résistance en France mobilise non seulement les Français, mais aussi des milliers d'étrangers qui se trouvent dans ce pays durant l'Occupation.

Parmi eux, se trouvent les émigrés russes résidant en France depuis longtemps ainsi que les citoyens soviétiques amenés en France par les Allemands, soit pour des travaux forcés, soit au sein de la Wehrmacht. Deux groupes assez différents politiquement et idéologiquement, les Soviétiques et les Russes émigrés entrent dans la Résistance, soit en tant que patriotes russes, soit comme des patriotes français.

Dans ce mémoire, nous nous sommes donc interrogés sur les formes de la résistance des Russes et des Soviétiques ainsi que sur les circonstances de leur engagement dans la lutte contre le nazisme en France. En employant un large corpus de sources et des travaux bibliographiques, nous avons abordé un sujet longtemps resté tabou dans l'historiographie soviétique du fait du statut de 'traître' octroyé aux prisonniers de guerre soviétiques par le régime stalinien. De ce fait, il n'y a pas beaucoup d'ouvrages abordant la participation de ces groupes à la Résistance.

Les premières études sur la participation des Soviétiques n'apparaissent que dans les années 1970 alors que celles sur les émigrés russes ne seront publiées qu'après la chute de l'URSS. De surcroît, ces études peu nombreuses n'abordent que grossièrement l'importance de la résistance russo-soviétique en France.

Nous avons étudié la participation des Soviétiques et des émigrés russes à la Résistance sous de plusieurs angles. Il était d'abord important d'étudier les idées politiques répandues parmi les émigrés russes à la veille de la Guerre pour comprendre la base idéologique de leur engagement. Etant un groupe relativement peu nombreux (seulement quelques soixante-dix milles personnes en 1936) comparé aux autres populations émigrées, leur comportement est marqué par un grand nombre de clivages. Dès les premières années de l'immigration, ils se regroupent en plusieurs mouvements et créent leurs propres organisations paramilitaires et politiques. Nombreux sont ceux qui arborent des idées antisoviétiques au cours de la guerre et vont jusqu'à soutenir l'Allemagne nazie.

A l'éclatement de la guerre, les clivages au sein de l'émigration russe s'amplifient. Il y a alors peu de doutes sur la participation de l'URSS au conflit. Les organisations paramilitaires fondées avant-guerre par les émigrés russes en France tâchent de se rapprocher du pouvoir nazi. Ils espèrent contribuer au projet hitlérien de renversement du régime soviétique. Ces tentatives ont néanmoins peu de succès. Le Haut Commandement allemand se méfie des émigrés russes. Il leur est ainsi interdit de combattre sur le front de l'Est au sein de l'armée allemande.

Sous l'occupation, toutes les organisations paramilitaires des émigrés russes sont dissoutes. Leurs activités passent alors sous le contrôle des autorités allemandes. Un comité spécial encadré par les Allemands est créé à Paris. Il est dirigé par Yuri Jerebkoff, un immigré contribuant à la propagande allemande au sein de l'émigration russe.

Cependant, plusieurs émigrés russes en France restent majoritairement opposés au régime hitlérien et souhaitent la victoire de l'Armée rouge. Les leaders d'opinion idéologiques les plus considérés au sein de l'émigration russe, tels que le général A.I. Dénikine, l'historien P.N. Miljukov ou encore l'ancien ambassadeur de Russie en France V.A. Maklakov souhaitent la victoire de l'Union soviétique. Ils refusent tout rapprochement avec le régime nazi.

Ceux qui participent activement à la lutte antinazie au sein des réseaux résistants sont cependant peu nombreux, notamment du fait de l'absence d'une institution

unique attachée à la coordination de l'effort de résistance. De surcroît, un grand nombre d'émigrés russes ne sont pas plus favorables à l'idéologie soviétique qu'à l'idéologie hitlérienne.

Les émigrés qui participent à la Résistance, souvent jeunes, vivent en France depuis l'enfance et la considèrent comme une seconde patrie. Sous l'occupation, ils entrent naturellement en résistance pour défendre leur patrie d'accueil. Par ailleurs, des réseaux de résistance spécifiquement russes se développent à partir de 1943.

Il s'agit dans un premier temps de l'Union des patriotes russes fondé par les émigrés prosoviétiques à Paris. L'activité du comité vise à organiser la propagande antinazie dans les camps de prisonniers de guerre sur le territoire français.

Entre 1943 et 1944, environ trente à quarante milles citoyens soviétiques sont rassemblés dans les camps nazis en France et quelques milliers d'anciens soldats soviétiques sont enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Certains d'entre eux parviennent à s'évader et rejoindre le maquis, notamment grâce au Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France, une organisation majeure qui s'occupe des Soviétiques. Ces derniers participent à des sabotages ainsi qu'à des diversions contre les Allemands.

Des dizaines de détachements soviétiques sont ainsi créés au sein des F.F.I. par l'intermédiaire du comité.

Le comité se concentre par ailleurs sur les Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht. En effet si celle-ci se méfie des populations émigrées, elle accepte en son sein les déserteurs soviétiques. Parmi ces derniers, de nombreux désertent à nouveau cette fois contre les Allemands. Cette situation pousse les Allemands à redéployer ces unités composées de Soviétiques sur le front de l'Ouest. Des Ukrainiens, Tatares, Géorgiens, Arméniens sont amenés en France et déployés principalement dans le bassin Méditerranéen, à Chatillon-sur-Seine, et à Chaumont. Beaucoup d'entre eux entrent en contact avec les résistants français. Contrairement à la résistance des émigrés russes, la résistance soviétique est fortement encadrée. Incorporés dans les F.F.I., les Soviétiques participent à la Résistance dans toute la France. Ils combattent ainsi au sein des F.F.I. dans le Nord et l'Est de la France, là où se situent les camps de prisonniers de guerre. Plusieurs d'entre eux seront décorés des décorations françaises, y compris par la Croix de Guerre.

La coopération entre les prisonniers de guerre soviétiques et les émigrés russes en France se manifeste à travers les actions du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques. Les membres du comité, les émigrés russes et les Soviétiques évadés, organisent la propagande dans les camps ainsi qu'aident les prisonniers évadés à rejoindre la Résistance.

Comme nous avons montré dans cette recherche, la plupart des émigrés russes qui coopèrent avec les prisonniers évadés sont prosoviétiques.

La Seconde Guerre mondiale est un moment capital dans l'histoire de l'émigration russe en France ainsi que dans celle des relations entre l'URSS et la France. Les parcours des Soviétiques et des émigrés russes se croisent au sein de la Résistance française. Ces groupes bien que fortement opposés idéologiquement, participent à la Résistance et contribuent ensemble à la Libération.

A l'issue de la guerre, de nombreux immigrés russes, inspirés par la victoire de leur pays natal, choisiront de rentrer en URSS tandis que les anciens prisonniers soviétiques, craignant les répressions staliniennes, auront plutôt tendance à rester en France. Ces derniers seront nommés personnes déplacées (DPs). Ils formeront la deuxième vague d'immigration soviétique.

D'autre part, parmi ceux qui rentrent en URSS, beaucoup seront enfermés dans les camps soviétiques. Les Russes et les Soviétiques voient ainsi leurs sorts échangés au sortir de la guerre.

Ce qui reste à faire pour les travaux futurs est d'abord de mettre en lumière les problèmes qui accompagnent la sortie de la guerre pour les émigrés russes et pour les anciens prisonniers soviétiques sur le territoire français. Ce sujet démontre un potentiel intéressant dans le cadre de l'histoire sociale et politique de l'après-guerre. La situation des anciens émigrés russes rentrés en URSS et des anciens prisonniers de guerre soviétiques restés en France après la guerre est un sujet à explorer.